

de cote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Pierre Chevallier [19 octobre 1950] (p. 7013); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1511, 1512); -- d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Article additionnel : *Son amendement relatif au cas des propriétaires sinistrés cherchant à reprendre leur logement* [28 avril 1951] (p. 4466); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son amendement tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4197); Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa annulant les bulletins ne portant pas mention des apparentements* (p. 4202). = S'excuse de son absence [18 novembre 1950] (p. 7914). = Obtient un congé [18 novembre 1950] (p. 7914).

**DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du Loiret.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1947] (p. 275); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson,

victimes d'une calamité agricole, le 23 mai 1950, n° 10110. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder sous certaines conditions le droit à réparation des dommages de guerre aux étrangers naturalisés Français, n° 12477.

**DHERS (M. Pierre), Député de la Drôme.**

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [6 mai 1947] (p. 1476), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), [4 mai 1947] (p. 1459). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôt :

Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans les locaux et en un lieu appropriés à ses fins, n° 2825.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Hautes-Pyrénées [28 novembre 1946] (p. 26). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 281, 284); — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* [19 juillet 1947] (p. 3263). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux contribuables ayant trop souscrit à l'emprunt libératoire prévu par le prélèvement exceptionnel [14 mai 1948] (p. 2658).